

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

**HSBC GLOBAL SERVICES (UK) LIMITED**

Société Anonyme au capital de 20 000 101 £  
Siège social : 8 Canada Square, Londres E14 5HQ (Royaume Uni)  
838 401 297 R.C.S. Nanterre

**A. — États financiers.****I. — Compte de résultat pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.**

	Note	2020 (En milliers de £)	2019 (En milliers de £)
Charge d'intérêts		-27 699	-19 018
<b>Charge d'intérêts nette</b>		<b>-27 699</b>	<b>-19 018</b>
Autres produits d'exploitation des sociétés du groupe	2	4 658 497	4 752 206
<b>Total des produits</b>		<b>4 630 798</b>	<b>4 733 188</b>
Rémunération et avantages du personnel	3	-1 203 023	-1 166 477
Frais généraux et administratifs		-2 894 443	-3 095 617
Dotation aux amortissements et dépréciation des immobilisations corporelles et droits d'utilisation		-274 789	-205 766
Dotations aux amortissements et dépréciation des immobilisations incorporelles		-4 927	-168
<b>Total des charges d'exploitation</b>		<b>-4 377 182</b>	<b>-4 468 028</b>
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>253 616</b>	<b>265 160</b>
Charge d'impôt	6	-76 807	-68 954
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>176 809</b>	<b>196 206</b>

**II. — État du résultat global pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.**

	2020 (en milliers de £)	2019 (en milliers de £)
Résultat de l'exercice	176 809	196 206
Autres éléments du résultat global		
<b>Éléments ne pouvant pas être reclassés par la suite en résultat</b>		
Gains actuariels sur les régimes de retraite à prestations définies		
Avant impôt sur les bénéfices	58 556	10 373
Impôts sur les bénéfices	-6 437	-1 763
<b>Total des autres éléments du résultat global de l'exercice, net d'impôt</b>	<b>52 119</b>	<b>8 610</b>
<b>Total du résultat global de l'exercice</b>	<b>228 928</b>	<b>204 816</b>

## III. — Bilan au 31 décembre 2020.

Numéro d'immatriculation : 7 272 547 :

	Notes	2020	2019
		(en milliers de £)	(en milliers de £)
<b>Actif :</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	665 608	613 242
Créances clients et autres débiteurs	10	344 124	497 102
Paiements anticipés		448 982	425 053
Autres actifs		93 942	47 264
Actifs d'impôts courants		2 636	
Excédent des régimes de retraite	3	48 265	14 105
Droit d'utilisation	13	422 238	117 921
Immobilisations corporelles	11	811 075	762 929
Immobilisations incorporelles	12	100 396	59 701
Actifs d'impôt différés	7	40 519	65 245
<b>Total de l'actif</b>		<b>2 977 785</b>	<b>2 602 562</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>			
<b>Passif :</b>			
Passifs financiers envers des sociétés du groupe		771 000	595 000
Comptes de régularisation, produits différés et autres passifs	14	950 126	1 254 719
Engagements de location		494 246	130 579
Passifs d'impôt courants		29 523	60 638
<b>Total du passif</b>		<b>2 244 895</b>	<b>2 040 936</b>
Capitaux propres			
Capital social appelé	15	20 000	20 000
Primes d'émission		135 000	135 000
Report à nouveau		577 890	406 626
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>732 890</b>	<b>561 626</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>2 977 785</b>	<b>2 602 562</b>

Les notes annexes en pages 12 à 22 font partie intégrante des présents états financiers.

Les présents états financiers en pages 7 à 11 ont été approuvés par le conseil d'administration le 22 septembre 2021 et ont été signés pour son compte par :

**Simon Parsons**  
Administrateur.

## IV. — Tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2020.

	2020	2019
	(en milliers de £)	(en milliers de £)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Résultat avant impôt	253 616	265 160
Ajustements pour :		
Charge de dépréciation	279 716	187 092
Variation des actifs d'exploitation	41 163	-147 433
Variation des passifs d'exploitation	-271 579	187 051
Charge d'intérêts	27 699	19 018
Intérêts payés	-16 636	-17 977
Impôts payés	-81 679	-71 817
Variation de l'actif des prestations versées par les régimes retraite	7 546	-5 422
Paielements fondés sur des actions, acquittés en instruments de capitaux propres	17 257	5 053
Éléments non monétaires inclus dans le résultat avant impôt	-11 601	10 875
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités d'exploitation</b>	<b>245 502</b>	<b>431 600</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement :</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	-269 514	-257 969
Acquisition d'immobilisations incorporelles	-45 622	-9 117
<b>Flux nets de trésorerie utilisés dans le cadre des activités d'investissement</b>	<b>-315 136</b>	<b>-267 086</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement :</b>		
Variations des prêts envers d'autres sociétés du groupe	176 000	
Émission d'actions ordinaires		
Dividende versé	-54 000	
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement</b>	<b>122 000</b>	
Augmentation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	52 366	164 514
Trésorerie et équivalents de trésorerie reportés	613 242	448 728
<b>Report de trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>665 608</b>	<b>613 242</b>

## V. — Tableau de variation des capitaux propres de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

	Capital social appelé	Prime d'émission	Report à nouveau	Total des capitaux propres
	(en milliers de £)	(en milliers de £)	(en milliers de £)	(en milliers de £)
<b>Au 1er janvier 2020</b>	<b>20 000</b>	<b>135 000</b>	<b>406 626</b>	<b>561 626</b>
Résultat de l'exercice			176 809	176 809
- Gains actuariels sur les régimes de retraite à prestations définies			52 119	52 119
<b>Total du résultat global de l'exercice</b>			<b>228 928</b>	<b>228 928</b>
Dividendes versés aux actionnaires			-54 000	-54 000
Impact net des paiements fondés sur des actions, acquittés en instruments de capitaux propres			16 979	16 979
Autres mouvements			-20 643	-20 643
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>20 000</b>	<b>135 000</b>	<b>577 890</b>	<b>732 890</b>
Au 1er janvier 2019	20 000	135 000	228 263	383 263
Résultat de l'exercice			196 206	196 206
- Gains actuariels sur les régimes de retraite à prestations définies			8 610	8 610
<b>Total du résultat global de l'exercice</b>			<b>204 816</b>	<b>204 816</b>
Dividendes versés aux actionnaires				
Impact net des paiements fondés sur des actions, acquittés en instruments de capitaux propres			4 954	4 954
Autres mouvements			-31 407	-31 407
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>20 000</b>	<b>135 000</b>	<b>406 626</b>	<b>561 626</b>

**VI. — Notes annexes aux états financiers.****1. — Base d'établissement et principales méthodes comptables.**

Les états financiers de la Société ont été établis dans le respect de la loi britannique sur les sociétés (Companies Act) de 2006 applicable aux sociétés appliquant les normes internationales d'information financière (IFRS). Les principales méthodes comptables utilisées lors de l'établissement des présents états financiers ont été appliquées de manière cohérente à l'ensemble des exercices présentés, sauf mention contraire.

**1.1. Base d'établissement :**

**(a) Conformité avec les normes comptables internationales « International Financial Reporting Standards » (IFRS).** — Les états financiers consolidés de la société ont été établis dans le respect des normes IFRS (« International Financial Reporting Standards ») telles que publiées par l'IASB (« International Accounting Standards Board ») et incluent les interprétations formulées par l'IFRS Interpretations Committee. Ils se conforment également avec les normes IFRS adoptées dans l'UE puisqu'il n'existe aucune différence applicable entre les normes IFRS telles que publiées par l'IASB pour les exercices présentés. Les états financiers ont été établis conformément à la convention comptable du coût historique.

Au 31 décembre 2020, il n'y avait pas de norme non adoptée en vigueur pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 susceptible d'affecter les présents états financiers, et l'application par la société des normes IFRS n'entraîne aucune différence entre les normes IFRS publiées par l'IASB et celles adoptées par l'UE.

**(b) Évolutions des principes comptables :**

— Amendements aux IFRS : L'IASB n'a publié aucun amendement mineur effectif à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 applicable à la société. Cependant, l'IASB a publié un certain nombre d'amendements mineurs aux normes IFRS effectifs à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 et du 1<sup>er</sup> janvier 2023. La société anticipe un impact non significatif, au moment de leur adoption, sur les états financiers de la société.

**(c) Présentation de l'information.** — La monnaie fonctionnelle de la société est la livre sterling, qui est également la monnaie de présentation des états financiers de la société.

Les informations sur les capitaux propres en vertu de la norme IAS1 « Présentation des états financiers » (« IAS1 ») ont été incluses dans les sections auditées du « Rapport des Administrateurs : gestion du capital » en page 3.

Les états financiers présentent les informations concernant la société en tant qu'entité séparée et non son Groupe.

**(d) Estimations et hypothèses comptables critiques.** — La préparation des informations financières nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses relatives aux conditions futures.

Aucune méthode ou estimation comptable n'est considérée comme critique pour les résultats et la situation financière de la Société, en ce qui concerne le caractère significatif des éléments auxquels ces politiques sont appliquées et le degré élevé d'hypothèses et d'estimations que cela implique.

**(e) Principe de continuité d'exploitation.** — Les états financiers ont été établis dans la perspective d'une continuité d'exploitation, les administrateurs considérant que la société dispose des ressources nécessaires aux besoins de l'activité dans le futur proche. Ce principe de continuité d'exploitation s'appuie sur un large éventail d'informations ayant trait aux conditions économiques actuelles et futures, incluant les projections de rentabilité, de flux de trésorerie, d'exigences de capital et de ressources en capital. Ces considérations incluent des scénarios de crise qui reflètent l'incertitude croissante que la pandémie mondiale de Covid-19 a eue sur les opérations de HSBC, ainsi que les impacts potentiels d'autres risques majeurs et émergents, et l'impact connexe sur la rentabilité, le capital et la liquidité.

**1.2. Résumé des principales méthodes comptables :****(a) Produits et charges :**

— Produits et charges d'intérêts :

**Les produits et charges** d'intérêts relatifs à tous les instruments financiers sont inscrits au compte de résultat en « Produits d'intérêts » et « Charges d'intérêts » sur la base de la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise précisément les rentrées ou paiements de trésorerie futurs estimés pendant la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, le cas échéant, une période plus courte, par rapport à la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

— Produits autres que des intérêts : La Société fournit des services de traitement d'opérations et de traitement des connaissances sur du prix de revient majoré. Les produits sont comptabilisés sur la période au cours de laquelle les services sont fournis aux sociétés liées. Aucune opération de financement n'est jugée en cours étant donné que le produit est réalisé avec un crédit d'une durée de 30 jours. Les produits de dividende sont comptabilisés lorsque le droit de le percevoir est établi. Il s'agit généralement de la date à laquelle les actionnaires approuvent le dividende pour les instruments de capitaux propres non cotés en Bourse.

**(b) Instruments financiers évalués au coût amorti :**

— Créances clients et autres débiteurs : Les créances clients et autres débiteurs sont initialement comptabilisées à la juste valeur et évaluées ultérieurement au coût amorti en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif diminué des provisions pour dépréciation. Une provision pour dépréciation est établie lorsqu'il existe une indication objective que la société ne sera pas en mesure de recouvrer tous les montants dus selon les conditions initiales des créances. Le montant de cette provision correspond à la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs estimés, actualisés en appliquant le taux d'intérêt effectif initial. Lorsqu'une créance client est irrécouvrable, elle est passée en perte sur les créances clients et le montant de la perte est inscrit au compte de résultat. Les montants passés en perte qui sont recouverts par la suite sont portés au crédit du compte de résultat.

— Comptes de régularisation et autres passifs financiers : Ces montants sont initialement comptabilisés à la juste valeur et évalués ultérieurement au coût amorti en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif.

— Passifs financiers : Les passifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur diminuée des coûts de transaction directement imputables à l'achat ou à l'émission. Ils sont comptabilisés lorsque la Société devient partie à la disposition contractuelle de l'instrument en question. La Société décomptabilise le passif financier lorsque les obligations de la Société prévues au contrat arrivent à échéance, sont acquittées ou annulées. Après leur comptabilisation initiale, les passifs financiers sont évalués au coût amorti en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif.

#### **(c) Rémunération et avantages du personnel :**

— Paiements fondés sur des actions : La Société conclut à la fois des accords de paiement réglés en actions et des accords de paiement réglés en espèces avec ses salariés au titre de la rémunération des services qu'ils fournissent.

La période d'acquisition peut démarrer avant la date d'attribution légale si les salariés ont commencé à rendre leurs services à ce titre avant la date d'attribution légale, lorsque les modalités de l'accord ont été convenues d'un commun accord. Les charges sont comptabilisées lorsque le salarié commence à rendre des services auxquels l'attribution se rapporte.

Les annulations résultent du non-respect d'une condition de non-acquisition pendant la période d'acquisition, et sont traitées comme une accélération de l'acquisition immédiatement inscrite au compte de résultat. Le non-respect d'une condition d'acquisition par le salarié n'est pas considéré comme une annulation et le montant des charges comptabilisées au titre de l'attribution est ajusté pour refléter le nombre d'attributions qui devraient être acquises.

— Régimes d'avantages postérieurs à l'emploi : Le groupe HSBC gère un certain nombre de régimes de retraite, y compris des régimes de retraite à prestations et à cotisations définies et des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi.

Les paiements aux régimes à cotisations définies sont comptabilisés en charge lorsque les salariés rendent les services. Les engagements liés aux régimes de retraite à prestations définies sont déterminés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. La charge nette portée au compte de résultat comprend principalement le coût des services et les intérêts nets sur l'actif ou le passif net au titre des prestations définies, et figure dans les charges d'exploitation.

La réévaluation de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies, qui inclut les gains et pertes actuariels, le rendement des actifs des régimes hors intérêts et l'effet du plafond d'actifs (le cas échéant, hors intérêts), sont immédiatement comptabilisés en autres éléments du résultat global. L'actif ou le passif net au titre des prestations définies représente la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies diminuée de la juste valeur des actifs des régimes, après application du critère de plafond d'actifs, lorsque l'excédent net des régimes à prestations définies est limité à la valeur actualisée des remboursements disponibles et des réductions des cotisations futures aux régimes.

Le coût des obligations découlant d'autres régimes postérieurs à l'emploi est comptabilisé selon les mêmes modalités que les régimes de retraite à prestations définies.

#### **(d) Impôts :**

— L'impôt sur les sociétés comprend l'impôt courant et l'impôt différé. L'impôt sur les sociétés est porté au compte de résultat, sauf dans la mesure où il se rapporte à des éléments comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres, auquel cas l'impôt est comptabilisé dans la même ligne dans laquelle l'élément lié apparaît.

Les impôts courants sont les impôts prévisionnels à payer sur les bénéfices imposables de l'année en cours et de tout ajustement des impôts dus au titre des années précédentes. La Société prévoit des passifs d'impôt courants potentiels pouvant survenir sur la base des montants attendus à payer aux autorités fiscales.

Les impôts différés sont constatés sur la base des différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs au bilan et la valeur fiscale attribuée à ces actifs et passifs. Les impôts différés sont calculés sur la base des taux d'imposition applicables prévisionnels sur les périodes auxquelles les actifs seront réalisés ou les passifs réglés.

Les impôts courants et différés sont calculés sur la base des taux d'imposition et des lois en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de clôture du bilan.

#### **(e) Immobilisations corporelles :**

— Les terrains et immeubles sont comptabilisés à leur coût historique ou à leur juste valeur à la date de passage aux IFRS (« coût présumé »), déduction faite de toute perte pour dépréciation et des amortissements calculés selon les règles suivantes :

- les terrains non bâtis ne sont pas amortis ;
- les immeubles en pleine propriété sont amortis de manière linéaire à hauteur de 2 % par an ou sur leur durée de vie utile restante, le montant le plus élevé étant retenu ; et
- les terrains et bâtiments loués sont amortis sur la plus courte entre les durées non échues des baux ou leurs durées de vie utile restante.

L'équipement, le mobilier et les agencements sont comptabilisés au coût d'acquisition diminué des dépréciations calculées, selon la méthode linéaire, afin d'amortir totalement les actifs sur leur durée de vie utile, soit en général entre 5 et 20 ans.

La valeur comptable d'un bien ou d'une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa cession ou lorsqu'aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa cession.

Le gain ou la perte résultant de la décomptabilisation doit figurer au compte de résultat lors de la décomptabilisation du bien en question. Les gains ou pertes sont déterminés comme la différence entre le produit net de la cession, le cas échéant, et la valeur comptable du bien. Les plus-values ne doivent pas être classées comme un produit.

Toute contrepartie reçue lors de la cession est initialement comptabilisée à sa juste valeur. Si le paiement du bien est différé, la contrepartie reçue est initialement comptabilisée à l'équivalent du prix comptant. La différence entre le montant notionnel de la contrepartie et l'équivalent du prix comptant est comptabilisée en produit d'intérêts conformément à la norme IAS 18 qui reflète le rendement effectif de la créance.

**(f) Capital social appelé :**

— Les instruments financiers émis sont généralement classés comme des instruments de capitaux propres lorsqu'il n'y a pas d'obligation contractuelle de transférer des liquidités ou d'autres actifs financiers. Les coûts supplémentaires directement imputables à l'émission d'instruments de capitaux propres sont présentés dans les capitaux propres en déduction du produit, après impôt.

**(g) Trésorerie et équivalents de trésorerie :**

— La trésorerie et équivalents de trésorerie englobe les investissements hautement liquides à court terme qui sont immédiatement convertibles en un montant connu et sont soumis à un risque de variation de sa valeur peu significative. Ces investissements sont généralement ceux dont l'échéance est inférieure à trois mois à compter de la date d'acquisition.

**2. – Autres produits d'exploitation des sociétés du groupe.**

Les autres produits d'exploitation proviennent de divers services fournis par la société à ses clients.

Le résultat d'exploitation de 4 658 millions GBP (2019 : 4 752 millions GBP) tel qu'il figure au compte de résultat, inclut les commissions facturées à d'autres sociétés du groupe au titre de ses services.

**3. – Rémunération et avantages du personnel.**

— Total de la rémunération du personnel :

	<b>2020</b>	<b>2019</b>
	<b>(en milliers de £)</b>	<b>(en milliers de £)</b>
Salaires, y compris les paiements fondés sur des actions	981 711	951 737
Charges sociales	112 659	104 878
Avantages postérieurs à l'emploi	108 653	109 862
<b>Exercice clos le 31 décembre</b>	<b>1 203 023</b>	<b>1 166 477</b>

— Effectifs à temps plein employés par la société au cours de l'exercice :

	<b>2020</b>	<b>2019</b>
Wealth and Personal Banking	2 049	1 858
Commercial banking	682	713
Global Banking and Markets	1 848	1 805
Corporate centre	7 180	7 320
<b>Exercice clos le 31 décembre</b>	<b>11 759</b>	<b>11 696</b>

La charge des paiements fondés sur des actions portée au compte de résultat est comptabilisée dans les salaires comme suit :

	<b>2020</b>	<b>2019</b>
	<b>(en milliers de £)</b>	<b>(en milliers de £)</b>
Attributions d'actions sans condition de performance	7 716	13 291
Plans d'épargne entreprise et autres plans d'attribution d'actions	12 179	7 495
<b>Exercice clos le 31 décembre</b>	<b>19 895</b>	<b>20 786</b>

**Régimes de retraite.** — La Société fait bénéficier à l'ensemble des salariés à temps plein de régimes de retraite à cotisations et à prestations définies.

**Principales hypothèses actuarielles du régime principal :**

**Péréquation de la pension minimale garantie (GMP).** — À la suite d'une décision rendue par la *High Court of Justice of England and Wales* (Haute Cour de justice d'Angleterre et du pays de Galles) en 2018, nous avons estimé l'impact financier de la péréquation des pensions minimales garanties (GMP ou *Guaranteed Minimum Pensions*) et de toute conversion potentielle des pensions minimales garanties en prestations autres qu'une pension minimale garantie, soit une baisse d'environ 0,9 % du passif du régime, à savoir 8,6 millions GBP sur la base de la norme IAS 19 au 31 décembre 2018. Ce montant a été comptabilisé comme un coût des services passés dans le compte de résultat. Nous continuons d'évaluer l'impact de la péréquation des GMP.

La société détermine les taux d'actualisation qui seront appliqués à ses obligations en collaboration avec les actuaires locaux des régimes sur la base du rendement actuel moyen d'emprunts de qualité (notés AA ou équivalent), dont les échéances correspondent à celles de ses engagements au titre du régime de prestations définies.

Année	Taux d'actualisation	Taux d'inflation	Taux de revalorisation des retraites	Taux de revalorisation des salaires
	%	%	%	%
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>1,45</b>	<b>3,05</b>	<b>3,00</b>	<b>2,75</b>
Au 31 décembre 2019	2,00	3,10	2,90	3,65

— Tableaux de mortalité et espérance de vie moyenne selon l'âge - pour le régime principal :

	Tableau de mortalité	Espérance de vie à 65 ans pour un membre masculin actuellement :		Espérance de vie à 65 ans pour un membre féminin actuellement :	
		65 ans	50 ans	65 ans	50 ans
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>SAPS S2 (1)</b>	<b>28,40</b>	<b>29,30</b>	<b>28,10</b>	<b>29,30</b>
Au 31 décembre 2019	SAPS S2 (1)	28,30	29,30	27,60	28,80

(1) SAPS S2 (Indice de gravité simplifié) ajusté avec des améliorations CMI\_2017 (2016 : améliorations CMI\_2016) et 1,25 % d'amélioration annuelle à long terme.

— Sensibilités des hypothèses actuarielles : Le taux d'actualisation est sensible aux variations des conditions de marché sur la période considérée. Les taux de mortalité utilisés sont sensibles à l'expérience acquise grâce au profil des bénéficiaires. Le tableau suivant décrit l'impact des variations de ces hypothèses et des autres principales hypothèses du régime de retraite principal.

	2020	2019
	(en milliers de £)	(en milliers de £)
<b>Taux d'actualisation</b>		
Variation des engagements de retraite à la fin de l'exercice après une augmentation de 25 points de base	-11	-14
Variation des engagements de retraite à la fin de l'exercice après une diminution de 25 points de base	12	15
Variation des engagements de retraite l'année suivant une augmentation de 25 points de base		
Variation des engagements de retraite l'année suivant une diminution de 25 points de base		
<b>Taux d'inflation</b>		
Variation des engagements de retraite à la fin de l'exercice après une augmentation de 25 points de base	11	12
Variation des engagements de retraite à la fin de l'exercice après une diminution de 25 points de base	-8	-27
Variation des engagements de retraite l'année suivant une augmentation de 25 points de base		
Variation des engagements de retraite l'année suivant une diminution de 25 points de base		-1
<b>Taux de revalorisation des retraites et des retraites différées</b>		
Variation des engagements de retraite à la fin de l'exercice après une augmentation de 25 points de base	1	-19
Variation des engagements de retraite à la fin de l'exercice après une diminution de 25 points de base	-1	-6
Variation des engagements de retraite l'année suivant une augmentation de 25 points de base		
Variation des engagements de retraite l'année suivant une diminution de 25 points de base		
<b>Taux de revalorisation des salaires</b>		
Variation des engagements de retraite à la fin de l'exercice après une augmentation de 25 points de base	11	31
Variation des engagements de retraite à la fin de l'exercice après une diminution de 25 points de base	-11	-31
Variation des engagements de retraite l'année suivant une augmentation de 25 points de base		1
Variation des engagements de retraite l'année suivant une diminution de 25 points de base		-1
<b>Mortalité</b>		
Variation de l'engagement de retraite pour chaque année supplémentaire de longévité prise en charge	8	13



**Régimes de retraite à prestations définies :**

— Excédent net des régimes de retraite à prestations définies :

	<b>Juste valeur des actifs des régimes de retraite</b>	<b>Valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies</b>	<b>Actif net des régimes</b>
	<b>(en milliers de £)</b>	<b>(en milliers de £)</b>	<b>(en milliers de £)</b>
Actif net des régimes à prestations définies au 1er janvier 2020	322 766	-308 661	14 105
Coût des services		-38 219	-38 219
Coût des services actuels		-12 022	-12 022
Coût des services passés		-26 197	-26 197
Coût des intérêts nets sur l'actif / (passif) net des régimes de retraite à prestations définies	6 536	-6 255	281
Effets de revalorisation comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	8 415	50 141	58 556
Rendement des actifs des régimes de retraite (hors intérêts et produits assimilés)	8 415		8 415
Gains actuariels		50 141	50 141
Transferts	-121 500	96 823	-24 677
Cotisations de l'employeur	45 186		45 186
Prestations versées	-18 540	18 540	
Frais administratifs de l'exercice	-2 233	-4 734	-6 967
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>240 630</b>	<b>-192 365</b>	<b>48 265</b>

	<b>Juste valeur des actifs des régimes de retraite</b>	<b>Valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies</b>	<b>Actif net des régimes</b>
	<b>(en milliers de £)</b>	<b>(en milliers de £)</b>	<b>(en milliers de £)</b>
Actif net des régimes de retraite à prestations définies au 1er janvier 2019	414 083	-384 367	29 716
Coût des services		-53 886	-53 886
Coût des services actuels		-11 336	-11 336
Coût des services passés		-42 550	-42 550
Coût des intérêts nets sur l'actif / (passif) net des régimes de retraite à prestations définies	11 732	-12 497	-765
Effets de revalorisation comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	33 393	-23 020	10 373
Rendement des actifs des régimes de retraite (hors intérêts et produits assimilés)	33 393		33 393
Gains actuariels		-23 020	-23 020
Transferts	-188 500	157 093	-31 407
Cotisations de l'employeur	62 429		62 429
Prestations versées	-4 238	4 238	
Frais administratifs de l'exercice	-6 133	3 778	-2 355
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>322 766</b>	<b>-308 661</b>	<b>14 105</b>

— Juste valeur des actifs des régimes de retraite par classes d'actifs :

	2020			2019		
	Juste valeur	Prix coté observable sur un marché actif	Absence de prix coté observable sur un marché actif	Juste valeur	Prix coté observable sur un marché actif	Absence de prix coté observable sur un marché actif
	(en milliers de £)	(en milliers de £)	(en milliers de £)	(en milliers de £)	(en milliers de £)	(en milliers de £)
<b>Juste valeur des actifs des régimes de retraite</b>	<b>240 630</b>	<b>240 630</b>		<b>322 766</b>	<b>322 766</b>	
Actions	50 844	50 844		69 828	69 828	
Indexé	53 857	53 857		123 702	123 702	
Taux fixe	102 497	102 497		72 262	72 262	
Immobilier	13 604	13 604		21 154	21 154	
Autres	19 828	19 828		35 820	35 820	

Le rendement réel des actifs des régimes de retraite pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 a été positif de 14,95 millions GBP (2019 : 45,1 millions GBP). La Société prévoit de verser 26,5 millions GBP de cotisations normales au régime de retraite à prestations définies en 2021.

— Plans d'attribution d'actions HSBC :

Plans	Politiques
Attributions d'actions sans condition de performance (y compris les primes d'intéressement annuelles en actions) et le plan d'actions avec condition de performance du Groupe (« GPSP » ou <i>Group performance Share Plan</i> )	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une évaluation de la performance sur la période considérée se terminant le 31 décembre permet de déterminer le montant de la prime à accorder.</li> <li>• Les attributions différées exigent généralement que les salariés restent en poste pendant la période d'acquisition des droits et ne sont pas soumises à des conditions de performance après la date d'attribution.</li> <li>• Les attributions d'actions différées sont généralement acquises sur une période de trois ans et les attributions en vertu du GPSP sont acquises après cinq ans.</li> <li>• Les actions acquises peuvent faire l'objet d'une obligation de conservation postérieure à l'acquisition. Les attributions en vertu du GPSP sont conservées jusqu'à la cessation de l'emploi. Les attributions survenues à compter de 2010 sont soumises à une disposition de malus avant l'acquisition des droits.</li> <li>• Les attributions accordées aux preneurs de risques importants à partir de 2016 sont soumises à une restitution après l'acquisition des droits.</li> </ul>
Salariés internationaux Plan d'achat d'actions (« sharematch »)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ce plan a été lancé pour la première fois à Hong Kong en 2013 et concerne désormais des salariés basés dans 25 pays et territoires.</li> <li>• Les actions sont achetées sur le marché chaque trimestre dans la limite de 750 £, ou l'équivalent en devise locale.</li> <li>• Un nombre correspondant d'actions est ensuite ajouté à hauteur d'une action gratuite pour trois actions achetées.</li> <li>• Ces attributions sont acquises sous réserve de la poursuite de l'emploi et de la conservation des actions achetées pendant une période maximale de deux ans et neuf mois.</li> </ul>

— Évolution des attributions d'actions HSBC :

	2020 Nombre (en milliers)	2019 Nombre (en milliers)
<b>Attribution d'actions sans condition de performance en circulation au 1er janvier</b>	<b>2 901</b>	<b>2 829</b>
Attributions durant l'exercice	2 536	2 429
Actions devenues caduques durant l'exercice	-1 956	-2 089
Actions échues durant l'exercice	-117	-94
Achetées/vendues pendant l'exercice	92	-174
<b>Attribution d'actions sans condition de performance en circulation au 31 décembre</b>	<b>3 456</b>	<b>2 901</b>
Juste valeur moyenne pondérée des actions attribuées (£)	5,50	5,98

Plans d'options sur actions HSBC :

Plans	Politiques
Plans d'épargne d'entreprise liée aux options sur actions (« Sharesave »)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Deux plans : le plan britannique et le plan international. La dernière attribution d'options dans le cadre du Plan international a eu lieu en 2012.</li> <li>• Depuis 2014, les salariés éligibles peuvent épargner jusqu'à 500 £ par mois avec la possibilité d'utiliser cette épargne pour acquérir des actions.</li> <li>• Ce droit doit être exercé dans les six mois suivant le troisième ou le cinquième anniversaire de la prise d'effet d'un contrat de trois ou cinq ans, respectivement.</li> <li>• Le prix d'exercice est déterminé avec une décote de 20 % (2018 : 20 %) par rapport à la valeur de marché précédant immédiatement la date d'invitation.</li> </ul>

— Calcul des justes valeurs : Les justes valeurs des options sur actions sont calculées à l'aide du modèle Black-Scholes. La juste valeur d'une attribution d'actions est basée sur le cours de l'action à la date de l'attribution.

— Évolution des plans d'options sur actions HSBC :

	Épargne d'entreprise liée aux options sur actions	
	Nombre	WAEP (1)
	(En milliers)	£
<b>En circulation au 1er janvier 2020</b>	<b>21 454</b>	<b>4,77</b>
Attributions pendant l'exercice	35 379	2,63
Acquises pendant l'exercice	-644	4,50
Devenues caduques pendant l'exercice	-13 929	4,78
Cédées pendant l'exercice	-226	4,81
<b>En circulation au 31 décembre 2020</b>	<b>42 034</b>	<b>2,97</b>
Durée contractuelle restante moyenne pondérée (en années)	3,74	
<i>(1) Prix d'exercice moyen pondéré</i>		

	Épargne d'entreprise liée aux options sur actions	
	Nombre	WAEP (1)
	(En milliers)	£
<b>En circulation au 1er janvier 2019</b>	<b>19 733</b>	<b>4,87</b>
Attributions pendant l'exercice	9 976	4,69
Acquises pendant l'exercice	-3 855	4,41
Devenues caduques pendant l'exercice	-3 906	5,43
Cédées pendant l'exercice	-495	4,30
<b>En circulation au 31 décembre 2019</b>	<b>21 454</b>	<b>4,77</b>
Durée contractuelle restante moyenne pondérée (en années)	2,74	
<i>(1) Prix d'exercice moyen pondéré</i>		

#### 4. – Rémunérations des administrateurs.

Aucun administrateur de la Société n'a perçu de rémunération au titre de ses services d'administrateur de la société (2019 : néant). Ils considèrent tous que ces services sont accessoires à leurs autres responsabilités au sein du Groupe HSBC.

#### 5. – Rémunération des commissaires aux comptes.

Le montant facturé au titre de l'audit des présents états financiers s'élève à 100 000 GBP (2019 : 95 000 £). Au cours de l'année, des services supplémentaires d'un montant de 2,04 millions GBP (2019 : 2,57 millions GBP) ont été fournis par l'intermédiaire de la Société. Les exigences de communication intégrale des frais autres que d'audit figurent dans les comptes consolidés du groupe HSBC Holdings Plc.

**6. – Charge d'impôt.**

— Charge d'impôt :

	2020	2019
	(en milliers de £)	(en milliers de £)
<b>Impôts courants :</b>		
Impôt sur les sociétés britannique		
Pour l'exercice en cours	49 964	63 401
Ajustements au titre des exercices antérieurs	-9 149	-1 740
Retenue à la source	16 544	17 490
<b>Total des impôts courants</b>	<b>57 359</b>	<b>79 151</b>
<b>Impôts différés :</b>		
Pour l'exercice en cours	222	
Création et reprises des différences temporelles	-130	-8 061
Effets des changements de taux d'imposition	-4 296	-8
Ajustements au titre des exercices antérieurs	23 652	-2 128
<b>Total des impôts différés</b>	<b>19 448</b>	<b>-10 197</b>
<b>Total de la charge d'impôt</b>	<b>76 807</b>	<b>68 954</b>

Le taux de l'impôt sur les sociétés au Royaume-Uni applicable à la Société était de 19,00 % (2019 : 19,00 %).

Une baisse du taux principal de l'impôt sur les sociétés au Royaume-Uni à 17 % avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2020 a été promulguée dans la Loi de finances (n° 2) de 2016 le 6 septembre 2016. Toutefois, dans le budget britannique du 11 mars 2020, il a été annoncé que la baisse du taux d'imposition à 17 % n'interviendrait pas et que le taux de l'impôt sur les sociétés britanniques resterait à 19 %. Par la suite, dans le budget de mars 2021, il a été annoncé l'introduction d'une loi dans le projet de Loi de finances 2021 visant à relever le taux principal de l'impôt sur les sociétés britannique de 19 % à 25 %, à compter du 1<sup>er</sup> avril 2023. L'entrée en vigueur pratique étant postérieure à la date de clôture, les soldes d'impôts différés au 31 décembre 2020 sont comptabilisés à 19 %. Si le taux d'imposition modifié avait été utilisé, l'actif d'impôt différé aurait été supérieur de 12,8 millions GBP.

— Rapprochement fiscal : L'impôt imputé au compte de résultat diffère des charges d'impôts qui s'appliqueraient si tous les bénéfices avaient été imposés au taux de l'impôt sur les sociétés au Royaume-Uni comme suit :

	2020		2019	
	(en milliers de £)	(%)	(en milliers de £)	(%)
Résultat avant impôt	253 616		265 160	
Impôt à 19 % (2019 : 19,00 %)	48 187	19,00	50 380	19,00
Ajustements au titre du passif des exercices antérieurs	14 436	5,69	-3 872	-1,46
Différences permanentes	1 612	0,64	1 498	0,56
Impact des différences de taux d'imposition sur les bénéfices des principales implantations	431	0,17	367	0,14
Effets des changements de taux d'imposition	-4 296	-1,69	3 106	1,17
Revenus et plus-values non imposables	-108	-0,04		
Impôt local et impôts anticipés à l'étranger	16 545	6,52	17 490	6,60
Autres			-15	-0,01
<b>Exercice clos le 31 décembre</b>	<b>76 807</b>	<b>30,28</b>	<b>68 954</b>	<b>26,00</b>

**7. – Actifs d'impôt différés.**

Le tableau suivant présente les actifs d'impôt différés bruts comptabilisés au bilan et les montants correspondants comptabilisés au compte de résultat :

	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>Paiements fondés sur des actions</b>	<b>Autres différences temporelles</b>	<b>Total</b>
	<b>(en milliers de £)</b>	<b>(en milliers de £)</b>	<b>(en milliers de £)</b>	<b>(en milliers de £)</b>
<b>Au 1er janvier 2020</b>	<b>-58 073</b>	<b>-3 887</b>	<b>-3 285</b>	<b>-65 245</b>
(Produit)/Charge inscrit(e) au compte de résultat	-9 121	1 042	3 652	-4 427
Ajustements au titre des exercices antérieurs	32 189	-69	-8 553	23 567
Autres mouvements		673	4 913	5 586
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>-35 005</b>	<b>-2 241</b>	<b>-3 273</b>	<b>-40 519</b>
<b>Au 1er janvier 2019</b>	<b>-42 072</b>	<b>-5 328</b>	<b>-5 311</b>	<b>-52 711</b>
(Produit)/Charge inscrit(e) au compte de résultat	-13 689	374	5 416	-7 899
Ajustements au titre des exercices antérieurs	-2 312		-10 682	-12 994
Autres mouvements		1 067	7 292	8 359
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>-58 073</b>	<b>-3 887</b>	<b>-3 285</b>	<b>-65 245</b>

**8. – Trésorerie et équivalents de trésorerie.**

	<b>2020</b>	<b>2019</b>
	<b>(en milliers de £)</b>	<b>(en milliers de £)</b>
Montants détenus auprès d'autres sociétés du groupe	665 608	613 242
<b>Au 31 décembre</b>	<b>665 608</b>	<b>613 242</b>

**9. – Analyse des actifs et passifs financiers par base d'évaluation.**

Les actifs et passifs financiers sont évalués en permanence soit à la juste valeur soit au coût amorti.

<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>Actifs et passifs financiers au coût amorti</b>	<b>Total</b>
	<b>(en milliers de £)</b>	<b>(en milliers de £)</b>
<b>Actif :</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	665 608	665 608
Créances clients et autres débiteurs	344 124	344 124
Autres actifs	93 942	93 942
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>1 103 674</b>	<b>1 103 674</b>
<b>Passif :</b>		
Dettes envers d'autres sociétés du groupe	152 076	152 076
Passifs financiers envers des sociétés du groupe	771 000	771 000
Comptes de régularisation passifs	573 969	573 969
Passifs liés aux paiements fondés sur des actions	14 163	14 163
Engagements de location	494 246	494 246
Autres passifs	207 354	207 354
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>2 212 808</b>	<b>2 212 808</b>

Au 31 décembre 2019	Actifs et passifs financiers au coût amorti	Total
	(en milliers de £)	(en milliers de £)
<b>Actif :</b>		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	613 242	613 242
Créances clients et autres débiteurs	497 102	497 102
Autres actifs	165 185	165 185
<b>Total des actifs financiers</b>	<b>1 275 529</b>	<b>1 275 529</b>
<b>Passif :</b>		
Dettes envers d'autres sociétés du groupe	546 320	546 320
Passifs financiers envers des sociétés du groupe	595 000	595 000
Comptes de régularisation passifs	490 832	490 832
Passifs liés aux paiements fondés sur des actions	19 959	19 959
Engagements de location	130 579	130 579
Autres passifs	197 608	197 608
<b>Total des passifs financiers</b>	<b>1 980 298</b>	<b>1 980 298</b>

## 10. – Créances clients et autres débiteurs.

	2020	2019
	(en milliers de £)	(en milliers de £)
Créances sur d'autres sociétés du groupe	344 124	497 102
<b>Au 31 décembre</b>	<b>344 124</b>	<b>497 102</b>

Les créances détenues sur d'autres sociétés du groupe sont non garanties, ne sont pas porteuses d'intérêts et sont remboursables sur demande.

## 11. – Immobilisations corporelles.

	Équipement, mobilier et agencements	Terrains et bâtiments en pleine propriété	Terrains et immeubles loués	Total
	(en milliers de £)	(en milliers de £)	(en milliers de £)	(en milliers de £)
<b>Coût</b>				
Au 1er janvier 2020	669 088	246 419	86 454	1 001 961
Acquisitions	195 745	4 520	69 249	269 514
Cessions	-63 063	-14 096	-38 725	-115 884
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>801 770</b>	<b>236 843</b>	<b>116 978</b>	<b>1 155 591</b>
<b>Amortissements cumulés</b>				
Au 1er janvier 2020	-183 538	-42 911	-12 582	-239 031
Charge de l'exercice	-191 675	-9 502	-19 737	-220 914
Cessions	62 806	14 086	38 537	115 429
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>-312 407</b>	<b>-38 327</b>	<b>6 218</b>	<b>-344 516</b>
<b>Valeur nette comptable</b>				
Au 1er janvier 2020	485 550	203 508	73 872	762 930
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>489 363</b>	<b>198 516</b>	<b>123 196</b>	<b>811 075</b>

	Équipement, mobilier et agencements	Terrains et bâtiments en pleine propriété	Terrains et immeubles loués	Total
	(en milliers de £)	(en milliers de £)	(en milliers de £)	(en milliers de £)
<b>Coût</b>				
Au 1er janvier 2019	694 908	242 277	66 918	1 004 103
Acquisitions	228 789	4 144	25 037	257 970
Cessions	-254 609	-2	-5 501	-260 112
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>669 088</b>	<b>246 419</b>	<b>86 454</b>	<b>1 001 961</b>
<b>Amortissements cumulés</b>				
Au 1er janvier 2019	-257 129	-33 899	-4 607	-295 635
Charge de l'exercice	-169 700	-9 010	-8 382	-187 092
Cessions	243 291	-2	407	243 696
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>-183 538</b>	<b>-42 911</b>	<b>-12 582</b>	<b>-239 031</b>
<b>Valeur nette comptable</b>				
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>485 550</b>	<b>203 508</b>	<b>73 872</b>	<b>762 930</b>

**12. – Immobilisations incorporelles.**

	2020 (en milliers de £)	2019 (en milliers de £)
<b>Coût</b>		
Au 1er janvier	59 869	50 584
Acquisitions	90 767	68 444
Cession	-45 509	-59 159
<b>Au 31 décembre</b>	<b>105 127</b>	<b>59 869</b>
<b>Dépréciations cumulées</b>		
Au 1er janvier	-168	
Charge de l'exercice	-4 782	-168
Dépréciation	-145	
Cession	364	
<b>Au 31 décembre</b>	<b>-4 731</b>	<b>-168</b>
<b>Valeur nette comptable</b>		
Au 1er janvier	59 701	50 584
<b>Au 31 décembre</b>	<b>100 396</b>	<b>59 701</b>

**13. – Droits d'utilisation.**

	Droit d'utilisation	
	2020 (en milliers de £)	2019 (en milliers de £)
<b>Coût</b>		
Au 1er janvier	136 745	93 354
Acquisitions	427 438	47 634
Résilié/expiré	-5 994	-4 243
<b>Au 31 décembre</b>	<b>558 189</b>	<b>136 745</b>
<b>Amortissements cumulés</b>		
Au 1er janvier	-18 824	-1 015
Charge de l'exercice	-53 876	-17 809
Autres mouvements	-63 251	
<b>Au 31 décembre</b>	<b>-135 951</b>	<b>-18 824</b>
<b>Valeur nette comptable</b>		
Au 1er janvier	117 921	92 339
<b>Au 31 décembre</b>	<b>422 238</b>	<b>117 921</b>

**14. – Comptes de régularisation, produits différés et autres passifs.**

	2020	2019
	(en milliers de £)	(en milliers de £)
Comptes de régularisation passifs	573 969	490 832
Passifs liés aux paiements fondés sur des actions	14 163	19 959
Dettes envers d'autres sociétés du groupe	152 076	546 320
Autres passifs	209 918	197 608
<b>Au 31 décembre</b>	<b>950 126</b>	<b>1 254 719</b>

Les dettes envers d'autres sociétés du groupe sont non garanties, ne sont pas porteuses d'intérêts et sont remboursables sur demande.

**15. – Capital social appelé.**

	2020		2019	
	Nombre	(en milliers de £)	Nombre	(en milliers de £)
Émis, attribué et entièrement libéré				
Actions ordinaires de 1 £ chacune	20 000 101	20 000	20 000 101	20 000
<b>Au 1er janvier et au 31 décembre</b>	<b>20 000 101</b>	<b>20 000</b>	<b>20 000 101</b>	<b>20 000</b>

**16. – Gestion des risques financiers.**

Toutes les activités de la Société impliquent, à des degrés divers, l'analyse, l'évaluation, l'acceptation et la gestion d'un certain niveau de risque ou d'une combinaison de différents types de risque. Cela inclut le risque financier, qui comprend le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La gestion du risque financier et la prise en compte de la rentabilité, des flux de trésorerie et des ressources en capital constituent un élément clé de l'évaluation par les Administrateurs de la Société du principe de continuité d'exploitation.

**Gestion du risque de crédit :** Le risque de crédit correspond au risque d'une perte financière occasionnée par le manquement d'un client ou d'une contrepartie à ses obligations en vertu d'un contrat.

Le risque de crédit existe sur les créances sur les parties liées. L'exposition maximale au risque de crédit est représentée par la valeur comptable de ces créances. À la fin de la période considérée, il n'existait aucune concentration significative du risque de crédit. Le délai de paiement moyen est de 30 jours. Toutefois, il n'y a pas de provision pour ECL constatée au cours de l'exercice.

Les soldes sont principalement auprès d'autres sociétés du groupe HSBC et présentent un risque de crédit faible.

**Gestion du risque de liquidité :** Le risque de liquidité se définit comme le risque que la société ne dispose pas des ressources financières suffisantes pour honorer ses obligations lorsqu'elles échoient, ou qu'elle ne puisse obtenir ces ressources sans payer un coût excessif. Le risque de liquidité résulte de la différence d'échéance des flux de trésorerie.

Voici l'analyse des flux de trésorerie non actualisés à payer au titre de divers passifs financiers par durée restante du contrat (hors intérêts) à la date de clôture :

	Valeur comptable	Flux de trésorerie contractuels	À vue	Moins de 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 1 et 5 ans	A plus de 5 ans
	(en milliers de £)	(en milliers de £)	(en milliers de £)	(en milliers de £)	(en milliers de £)	(en milliers de £)	(en milliers de £)
Dettes envers des sociétés mères	771 000	830 203	8 129	3 831	11 494	806 749	
Intérêts courus sur prêts consentis par des sociétés mères	822	822		822			
Dettes envers d'autres sociétés du groupe	143 125	143 125	143 125				
Dettes échues	573 969	573 969	573 969				
Engagements de location	494 125	494 125		15 315	45 395	287 461	145 954
Autres passifs	209 918	209 918	209 918				
<b>Au 31 décembre 2020</b>	<b>2 192 959</b>	<b>2 252 162</b>	<b>935 141</b>	<b>19 968</b>	<b>56 889</b>	<b>1 094 210</b>	<b>145 954</b>



Dettes envers des sociétés mères	595 000	674 614		3 422	12 030	659 162	
Intérêts courus sur prêts consentis par des sociétés mères	588	588		588			
Dettes envers d'autres sociétés du groupe	546 320	546 320	546 320				
Dettes échues	490 244	490 244	490 244				
Engagements de location	130 579	130 579		3 122	11 117	60 139	56 201
Autres passifs	197 608	197 608	197 608				
<b>Au 31 décembre 2019</b>	<b>1 960 339</b>	<b>2 039 953</b>	<b>1 234 172</b>	<b>7 132</b>	<b>23 147</b>	<b>719 301</b>	<b>56 201</b>

**Gestion du risque de marché :** Le risque de marché est le risque que les fluctuations des taux ou prix de marché, tels que les taux d'intérêt, les taux de change, les cours des actions et des matières premières, aient des répercussions sur les revenus de la société ou la valeur de ses portefeuilles.

Au cours de l'exercice en cours et de l'exercice précédent, la société était peu exposée au risque de change, principalement au titre du paiement des frais dans d'autres devises.

**Risque de taux d'intérêt :** Au 31 décembre 2020, la société était exposée à un risque de taux d'intérêt sur ses prêts à hauteur de 771 millions GBP, qui est basé sur le LIBOR. Le tableau ci-dessous présente l'effet sur les produits nets d'intérêts futurs d'une augmentation uniforme de 100 points de base parallèle à la hausse ou à la baisse des taux d'intérêt à la date de reporting (taux plancher à 0 %). (2019 : risque de taux d'intérêt sur prêts à hauteur de 595 millions GBP).

	Augmentation de 100 points de base (en milliers de £)	Baisse de 100 points de base (en milliers de £)
<b>Au 31 décembre 2020 :</b>		
Montants dus par la société mère	7 710	-7 710
<b>Total de l'augmentation / (diminution)</b>	<b>7 710</b>	<b>-7 710</b>
<b>Au 31 décembre 2019 :</b>		
Montants dus par la société mère	5 950	-5 950
<b>Total de l'augmentation/(diminution)</b>	<b>5 950</b>	<b>-5 950</b>

## 17. – Transactions avec des parties liées.

Les parties liées de la société incluent sa société mère, ses filiales, les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi des salariés de la société, les principaux dirigeants, les membres de la famille proche des principaux dirigeants et les entités contrôlées ou influencées de manière significative par les principaux dirigeants ou les membres de leur famille proche.

Les principaux dirigeants sont définis comme les personnes ayant le pouvoir et la responsabilité en matière de planification, d'orientation et de contrôle des activités de la Société et incluent les membres du conseil d'administration.

La charge relative aux services des administrateurs a été supportée par une autre société puisqu'ils sont salariés du groupe.

	2020				2019			
	Montants dus à / par HSBC Holdings Plc		Montants dus à / par des filiales de HSBC Holdings Plc		Montants dus à / par HSBC Holdings Plc		Montants dus à / par des filiales de HSBC Holdings Plc	
	31 décembre	Solde le plus élevé	31 décembre	Solde le plus élevé	31 décembre	Solde le plus élevé	31 décembre	Solde le plus élevé
	(en milliers de £)	(en milliers de £)	(en milliers de £)	(en milliers de £)	(en milliers de £)	(en milliers de £)	(en milliers de £)	(en milliers de £)
<b>Actif :</b>								
Créances sur d'autres sociétés du groupe	16 818	52 508	327 307	424 477	40 261	71 659	456 841	630 131
Trésorerie et équivalents de trésorerie - soldes auprès des entreprises de HSBC			665 608	929 851			613 242	717 332
<b>Total des actifs des parties liées</b>	<b>16 818</b>	<b>52 508</b>	<b>992 915</b>	<b>1 354 328</b>	<b>40 261</b>	<b>71 659</b>	<b>1 070 083</b>	<b>1 347 463</b>

<b>Passif :</b>								
Montants dus à d'autres sociétés du groupe	8 951	221 799	143 125	331 145	223 342	247 170	322 978	498 082
Passifs financiers envers des sociétés du groupe	771 000	771 000			595 000	595 000		
<b>Total des passifs des parties liées</b>	<b>779 951</b>	<b>992 799</b>	<b>143 125</b>	<b>331 145</b>	<b>818 342</b>	<b>842 170</b>	<b>322 978</b>	<b>498 082</b>

Les encours proviennent du cours normal de l'activité et ont des conditions sensiblement identiques à celles de transactions comparables conclues avec des contreparties tierces. Le délai de paiement moyen est de 30 jours.

Les charges d'intérêts (sur prêt porteur d'intérêts d'une entité du Groupe HSBC) s'élèvent à 17,5 millions GBP (2019 : 15,8 millions GBP) au cours de l'année.

Les charges intra-groupe (des entités du Groupe HSBC liées, qui, par erreur, ont été omises lors de l'exercice précédent) s'élèvent à 1 139 millions GBP (2019 : 1 113 millions GBP) au cours de l'exercice.

#### 18. – Société mère.

La société mère ultime et la société de contrôle ultime sont HSBC Holdings Plc, qui est la société mère du plus grand groupe dans lequel les présents états financiers sont consolidés. HSBC Holdings Plc est la société mère du plus petit groupe dans lequel ces états financiers sont consolidés.

La société mère immédiate est HSBC Group Services Limited. Toutes les sociétés sont immatriculées en Angleterre et au pays de Galles.

Des copies des états financiers consolidés de HSBC Holdings Plc peuvent être obtenues auprès de :

**HSBC Holdings Plc**  
8 Canada Square,  
Londres E14 5HQ  
Royaume-Uni  
www.hsbc.com

#### 19. – Événements postérieurs à la clôture.

Le 1<sup>er</sup> avril 2021, 3 644 salariés ont été transférés de la société vers d'autres entités de HSBC au Royaume-Uni à la suite d'un examen et d'un réalignement des activités menées par ces salariés.

#### VII. — Déclaration des responsabilités des administrateurs.

La déclaration suivante, qui doit être lue parallèlement à la déclaration relative aux responsabilités des commissaires aux comptes figurant dans leur rapport à la page suivante, est établie afin de distinguer les responsabilités des administrateurs et celles des commissaires aux comptes dans le cadre des états financiers.

Les administrateurs sont responsables de la préparation du *Rapport annuel* et les *états financiers*, conformément aux lois et règlements applicables.

Le droit des sociétés impose aux administrateurs de préparer un Rapport stratégique, un Rapport de gestion du conseil d'administration et des états financiers pour chaque exercice. Les administrateurs sont tenus de préparer les états financiers conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union européenne (« UE »).

En vertu du droit des sociétés, les administrateurs ne doivent approuver les états financiers que s'ils ne considèrent qu'ils présentent une image fidèle et sincère de la situation de la société et de son résultat pour cet exercice.

Lors de leur établissement, il incombe aux administrateurs de :

- choisir des principes comptables appropriés et les appliquer de manière cohérente ;
- formuler des jugements et des estimations raisonnables et prudents ;
- indiquer s'ils ont été établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'UE ; et
- établir les états financiers sur la base du principe de continuité d'exploitation sauf si cela n'est pas pertinent. Les administrateurs étant convaincus que la Société dispose des ressources nécessaires pour poursuivre ses activités dans un avenir prévisible, les états financiers continuent d'être établis sur la base du principe de continuité d'exploitation.

Il incombe aux administrateurs de s'assurer de la tenue de registres comptables suffisants afin de rendre compte avec une précision raisonnable, à tout moment, de la situation financière de la Société et de leur permettre de s'assurer que les états financiers sont conformes à la loi britannique sur les sociétés (« Companies Act ») de 2006. Ils sont également responsables de la préservation des actifs de la société et doivent donc prendre des mesures raisonnables pour prévenir et détecter les fraudes et autres irrégularités.

**Communication d'informations aux commissaires aux comptes.**

Conformément à la section 418 de la loi britannique sur les sociétés de 2006, le rapport de gestion du conseil d'administration inclut une déclaration de chaque administrateur en exercice à la date d'approbation du rapport de gestion du conseil d'administration selon laquelle : à sa connaissance, il n'existe aucune information pertinente pour l'audit dont les commissaires aux comptes de la société ne sont pas informés ; et

Ils ont pris toutes les mesures qu'ils/elles sont tenus de prendre en leur qualité d'administrateur pour avoir connaissance de toute information pertinente pour un audit et pour s'assurer que les commissaires aux comptes de la société en ont connaissance.

Pour le conseil d'administration :

**Simon Parsons**

*Administrateur*

Le 22 septembre 2021

8 Canada Square,  
Londres E14 5HQ.

**VIII. — Rapport des commissaires aux comptes indépendants aux membres de HSBC Global Services (UK) Limited.****Rapport sur l'audit des états financiers**

**Opinion.** — Selon nous, les états financiers de HSBC Global Services (UK) Limited :

- donnent une image sincère et fidèle de la situation financière de la société au 31 décembre 2020, de son résultat et de ses flux de trésorerie pour l'exercice écoulé ;
- ont été établis en bonne et due forme conformément aux règles et principes comptables internationaux et aux exigences de la loi britannique sur les sociétés (Companies Act) de 2006 ; et
- ont été établis conformément aux exigences de la loi britannique sur les Sociétés (Companies Act) de 2006.

Nous avons effectué notre audit des états financiers, qui figure dans le rapport annuel et les états financiers (le « Rapport annuel »), qui comprennent ce qui suit : le bilan au 31 décembre 2020 ; le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état des flux de trésorerie et l'état des variations des capitaux propres pour l'exercice écoulé ; et les notes annexes aux états financiers, qui comprennent une description des principales méthodes comptables.

**Fondement de l'opinion.** — Nous avons effectué notre audit conformément aux normes internationales d'audit (Royaume-Uni) (« ISA (UK) ») et à la législation applicable. Nos responsabilités en vertu des ISA (UK) sont décrites plus en détail ci-dessous dans la section intitulée « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des états financiers » de notre rapport. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

— Indépendance : Nous sommes indépendants de la société conformément aux exigences éthiques applicables à notre audit des états financiers au Royaume-Uni, ce qui inclut la Norme éthique émise par le FRC, et nous avons satisfait à nos autres responsabilités éthiques au titre de ces exigences.

**Conclusions relatives à la continuité d'exploitation.** — Sur la base des travaux que nous avons menés, nous n'avons pas identifié d'anomalies significatives au titre d'événements ou de conditions qui, individuellement ou collectivement, pourraient jeter un doute significatif quant à la capacité de la société de continuer à adopter le principe de la continuité d'exploitation pour une période d'au moins douze mois à compter de la date à laquelle la publication des états financiers a été approuvée.

Lors de l'audit des états financiers, nous avons conclu que l'utilisation par les administrateurs du principe de continuité d'exploitation dans la préparation des états financiers est pertinente.

Toutefois, puisqu'il est impossible de prédire la survenance d'événements futurs ou la conjoncture, la présente conclusion ne constitue pas une garantie de la capacité de la société à continuer à adopter le principe de continuité d'exploitation.

Nos responsabilités et celles des administrateurs à ce titre sont décrites dans les paragraphes correspondants du présent rapport.

**Rapport sur les autres informations.** — Les autres informations regroupent l'intégralité des informations figurant dans le rapport annuel, autres que les états financiers et notre rapport sur ceux-ci. Les administrateurs sont responsables des autres informations. Notre opinion sur les états financiers ne s'applique pas aux autres informations et, par conséquent, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit ou, sauf indication contraire explicite dans le présent rapport, une quelconque forme d'assurance à ce titre.

Dans le cadre de notre audit des états financiers, nous sommes tenus de prendre connaissance de ces autres informations et, ce faisant, d'apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers ou les connaissances que nous avons obtenues dans le cadre de l'audit ou si les autres informations semblent, de quelque manière que ce soit, comporter une anomalie significative. Si nous identifions une incohérence importante ou une anomalie significative évidente, nous sommes tenus de mettre en œuvre des procédures afin de déterminer s'il existe une anomalie significative dans les états financiers ou dans les autres informations. Si, sur la base des travaux que nous avons menés, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de la signaler. Nous n'avons rien à signaler au titre de ces responsabilités.

En ce qui concerne le Rapport stratégique et le Rapport des Administrateurs, nous avons également examiné si les informations dont la communication est exigée la loi britannique sur les sociétés (Companies Act) de 2006 ont été incluses.

Sur la base des travaux que nous avons menés dans le cadre de cet audit, la loi britannique sur les sociétés (Companies Act) de 2006 exige également que nous rendions compte de certaines opinions et questions décrites ci-dessous.

**Rapport stratégique et Rapport des Administrateurs.** — À notre avis, sur la base de la mission d'audit que nous avons conduite, les informations présentées dans le Rapport stratégique et le Rapport des Administrateurs pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 sont cohérentes avec les états financiers et ont été préparées conformément aux exigences légales applicables.

D'après nos connaissances et notre compréhension de la société et de son environnement, obtenues dans le cadre de notre mission d'audit, nous n'avons pas identifié d'anomalies significatives dans le Rapport stratégique ou le Rapport des Administrateurs.

#### **Responsabilités relatives aux états financiers et à l'audit :**

— Responsabilités des Administrateurs relatives aux états financiers : Comme expliqué plus en détail dans la déclaration de la responsabilité des administrateurs, il appartient aux administrateurs d'établir des états financiers conformément au cadre applicable et de s'assurer qu'ils présentent une image fidèle et sincère. Il leur appartient également de mettre en place le contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, les administrateurs ont la responsabilité d'évaluer la capacité de la société à poursuivre ses activités, en divulguant, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation, sauf si les administrateurs ont l'intention de liquider la société ou de cesser ses opérations, ou n'ont pas d'autres solutions réalistes que d'agir ainsi.

— Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels : Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que ce soit en raison de fraudes ou d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit qui présente notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel conformément aux normes ISA (Royaume-Uni) permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Les irrégularités, y compris la fraude, sont des situations dans lesquelles les lois et les règlements ne sont pas respectés. Nous avons élaboré des procédures conformément à nos responsabilités, telles qu'elles sont définies ci-dessus, afin de déceler des anomalies significatives au titre de ces irrégularités, y compris la fraude. La mesure dans laquelle nos procédures permettent de déceler des irrégularités, y compris la fraude, est décrite ci-dessous.

Sur la base de notre compréhension de la société et du secteur d'activité dans lequel elle évolue, nous avons constaté que les principaux risques de non-conformité aux lois et règlements liés à la loi britannique sur les sociétés (Companies Act) de 2006 et à la législation fiscale britannique, et nous avons examiné la mesure dans laquelle cette non-conformité pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers. Nous avons évalué les incitations et les possibilités de manipulation frauduleuse des états financiers par la direction (y compris le risque de contournement des contrôles mis en place) et avons déterminé que les principaux risques étaient liés à la saisie d'entrées inappropriées dans les journaux et à l'utilisation de partis pris de la direction dans la détermination des estimations comptables. Les procédures d'audit menées par l'équipe chargée de cette mission comprennent :

- a. identifier et évaluer les entrées dans les journaux qui présentent un risque de fraude plus élevé, telles que celles antérieures de plus de 30 jours, réalisées par la haute direction, préparées et approuvées par les mêmes personnes ou celles ajoutées en dérogeant aux pratiques professionnelles normales. Nous avons également intégré un élément d'imprévisibilité à nos analyses.
- b. tenir compte du parti pris de la direction au regard des jugements et hypothèses clés utilisés par la direction dans le cadre de l'élaboration des estimations comptables.

Ces procédures sont soumises à des limites inhérentes à un audit décrites ci-dessus. Nous sommes moins susceptibles de prendre connaissance des infractions aux lois et règlements qui ne sont pas étroitement liées aux événements et transactions présentés dans les états financiers. De même, le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la dissimulation intentionnelle par l'intermédiaire notamment de la falsification ou d'omissions volontaires ou de la collusion.

Le site Internet du Financial Reporting Council donne une description détaillée de nos responsabilités concernant l'audit des états financiers : [www.frc.org.uk/auditorsresponsibilities](http://www.frc.org.uk/auditorsresponsibilities). Cette description fait partie de notre rapport des commissaires aux comptes.

— Utilisation de ce rapport : Le présent rapport, y compris les opinions qui y sont exprimées, a été préparé pour les seuls membres de la société en tant qu'organe conformément au chapitre 3 de la Partie 16 de la loi britannique sur les sociétés (Companies Act) de 2006 et à aucune autre fin. En exprimant ces opinions, nous ne saurions accepter ou assumer une quelconque responsabilité à des fins ou envers des personnes autres que celles à qui ce rapport est présenté ou auxquelles il pourrait être remis sauf si nous y avons explicitement consenti par écrit.

#### **Autres rapports requis :**

— Rapport relatif aux exceptions en vertu de la loi britannique sur les sociétés (Companies Act) de 2006 : Aux termes de la loi britannique sur les sociétés (Companies Act) de 2006, nous sommes tenus de signaler si, selon nous :

- nous n'avons pas obtenu toutes les informations et explications dont nous avons besoin pour réaliser notre audit ; ou
- des registres comptables adéquats n'ont pas été conservés par la société ou si les déclarations nécessaires à notre audit n'ont pas été reçues de la part des succursales que nous n'avons pas visitées ; ou
- certaines informations concernant la rémunération des administrateurs prévues par la loi ne sont pas communiquées ; ou
- les états financiers ne concordent pas avec les registres comptables et les déclarations.

Nous n'avons pas d'exception à signaler au titre de cette responsabilité.

**Timothy Lawrence (Commissaire aux comptes principal)**  
Au nom et pour le compte de PricewaterhouseCoopers LLP  
Experts-comptables et Commissaires aux comptes :

Londres  
Le 22 septembre 2021.